

Chapitre 1

Espoirs et reconstructions [1918-1929]

En 1918 s'achève un conflit d'une radicale nouveauté. La Première Guerre mondiale se caractérise en effet tout d'abord par son ampleur inédite : outre sa durée, elle fut un conflit réellement planétaire, avec l'incorporation des troupes coloniales et l'ouverture de fronts extra-européens (Afrique, Moyen-Orient...). Elle mobilisa en conséquence de manière massive (70 millions des soldats enrôlés au cours du conflit, dont 13 millions d'Allemands, 8 millions de Français...). Cette guerre fut ensuite le théâtre d'une violence militaire sans précédent, liée non seulement aux « progrès » de l'armement (aviation, sous-marins, augmentation de la puissance de feu de l'artillerie, utilisation de gaz asphyxiants...) et aux affrontements entre soldats (refus des trêves de brancardiers, corps de nettoyeurs de tranchées, mauvais traitements infligés aux prisonniers...) mais aussi aux violences dirigées contre les civils (atrocités commises durant les occupations militaires, bombardements de villes, blocus économique contre l'Allemagne...). Son bilan humain est en conséquence impressionnant, avec 10 millions de morts, 20 millions de blessés, 9 millions d'orphelins de père, 5 millions de veuves. Enfin, la Première Guerre mondiale se distingue par une mobilisation sans précédent des sociétés belligérantes, avec une économie tout entière tournée vers l'effort militaire et la mise en place d'une propagande de masse destinée à renforcer le soutien à la guerre et dirigée notamment vers de cibles nouvelles, comme les enfants.

En 1918, malgré l'aspiration au retour à la normale (que traduit en France la nostalgie de la Belle Époque) et l'espoir d'avoir vécu la « der des der », le monde sort profondément transformé de l'expérience du conflit.

I. La difficile sortie de guerre (1918-1923)

A. La lente déprise du conflit

1. Brutalisation et persistance des affrontements militaires

Si les commémorations du 11 novembre célèbrent en Europe la fin de la Première Guerre mondiale, cette date demeure malgré tout trompeuse. Tout d'abord, les Européens restent marqués par la violence du conflit. Bien sûr, l'aspiration au retour

à la normale et la volonté de refermer la parenthèse de la guerre sont puissantes et le pacifisme s'ancre dans le souvenir du conflit. Mais cette guerre nouvelle laisse aussi derrière elle des sociétés brutalisées, c'est-à-dire dans lesquelles persistent à des degrés divers et sous des formes variables des pratiques et représentations issues de la guerre¹. Le maintien de la culture de guerre se décline sur trois registres, celui de la sacralisation d'une guerre glorifiée, de sa banalisation (il s'agit alors de la déréaliser afin de la rendre acceptable) et de sa transposition en temps de paix, avec la persistance de la haine de l'ennemi, l'acceptation de la violence comme moyen d'action politique et le culte du chef et d'un système fondé sur l'ordre, la discipline et l'obéissance.

Par-delà ses effets politiques et culturels sur le long-terme, le conflit ne s'achève pas brusquement le 11 novembre 1918. Outre le fait que ce jour-là n'est signé qu'un armistice, c'est-à-dire un cessez-le feu, entre l'Allemagne, la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne, cette date fait oublier le caractère très progressif de la sortie de guerre sur le plan diplomatique.

Tout d'abord, si la conférence de paix s'ouvre à Paris dès janvier 1919, les négociations sont longues et laborieuses et il faut attendre le mois de juin pour que soit signé le traité de Versailles avec l'Allemagne, septembre pour le traité de Saint-Germain avec l'Autriche, novembre pour le traité de Neuilly avec la Bulgarie, juin 1920 pour le traité de Trianon avec la Hongrie et enfin août 1920 pour le traité de Sèvres avec l'Empire ottoman. En Asie, le règlement diplomatique intervient en 1922 avec la conférence de Washington, qui établit le plafonnement de la flotte japonaise et le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale chinoise grâce à l'abandon par Tokyo d'une partie des « 21 demandes » (accord Japon-Chine des 4 février et 28 mars 1922). En échange, les Occidentaux abandonnent en Chine certains de leurs privilèges exorbitants, comme celui de l'extraterritorialité.

Ensuite, la signature de ces traités laisse à l'est de l'Europe des frontières encore mouvantes du fait de l'organisation ultérieure de plébiscites pour régler le sort de régions contestées (plébiscite de février 1920 sur la région du Schleswig du nord et de mars 1921 sur la Haute-Silésie). Cependant, les flottements autour des frontières s'expliquent surtout par la persistance des combats². En Pologne, si les alliés parviennent à obliger les corps francs allemands à se retirer (16 février 1919), ils ne peuvent empêcher Varsovie d'écraser la sécession ruthène pro-ukrainienne. Un premier accord trace la frontière sur la ligne Curzon, du nom du médiateur britannique, suivant la ligne de partage ethnique à l'est de la Pologne (décembre 1919). Mais profitant de l'affaiblissement bolchevique, les Polonais envahissent la Russie pour repousser cette ligne plus à l'est (avril 1920). Après une

1. George Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999 (1990 pour l'édition américaine). Bien que discuté, voire contesté, le concept de brutalisation permet de comprendre certaines évolutions essentielles de l'entre-deux-guerres, notamment en Allemagne et en Italie.

2. Cf. l'excellent catalogue de l'exposition organisée au Musée de l'Armée en 2018 : François Lagrange *et al.* (dir.), *À l'Est, la guerre sans fin 1918-1923*, Paris, Gallimard-Musée de l'Armée, 2018.

éphémère contre-offensive russe qui amène l'Armée rouge aux portes de Varsovie, la situation se stabilise et la frontière est redéfinie en faveur des Polonais par le traité de Riga (12 mars 1921). Le conflit laisse derrière lui plus de 200 000 morts.

Dans les pays baltes, les nouveaux États sont pris entre deux feux, celui de l'offensive bolchevique et celui conjuguant les corps francs allemands du général von der Goltz, agissant pour leur compte, et celui des minorités allemandes présentes. Un certain soutien des Occidentaux et surtout une énergique résistance des jeunes Républiques finissent par imposer le départ des Allemands. La paix est finalement conclue entre les Russes d'une part et les Estoniens (février 1920), les Lituaniens (juillet 1920) et les Lettons (août 1920) d'autre part.

Toujours en Europe, n'oublions pas la guerre d'indépendance irlandaise, qui oppose l'armée britannique à l'Irish Republican Army (IRA) entre 1919 et 1921.

En Russie, le pouvoir bolchevique fait face à la contre-révolution des armées blanches qui l'encerclent, soutenues par les alliés et appuyées par la Légion tchèque (35 000 ex-prisonniers de guerre qui se saisissent du transsibérien) et par les Japonais qui occupent Vladivostok. À la fin de 1918, 180 000 soldats alliés sont présents sur le sol russe. Il faut attendre l'été 1919 pour que les armées blanches refluent et leur chef Koltchak est capturé et fusillé en février 1920. Les débris de ces troupes sont évacués en novembre 1920. Cette guerre civile qui déborde largement sur l'après-novembre 1918 aura fait plus de 4,5 millions de morts.

Quant à l'Empire ottoman en voie d'implosion, il doit faire face dès le 5 mai 1919 au débarquement des troupes italiennes à Antalia, alors que les Britanniques et les Français, qui occupent déjà le Proche-Orient, cherchent encore à accroître leur influence dans la région. Parallèlement, le Conseil suprême allié joue la carte des Grecs et les autorise à débarquer à Smyrne, utilisant le prétexte de l'insécurité menaçant les chrétiens en Turquie (mai 1919). Ces interventions extérieures renforcent la résistance turque qui prend une ampleur nationale en s'appuyant sur le mouvement nationaliste, laïc et antimonarchique mené par le général Mustapha Kemal. Après la signature du traité de Sèvres (août 1920), les Français et les Britanniques débarquent en Turquie pour soutenir leurs alliés et imposer leur présence. Pourtant, cette politique aboutit à un revers complet, car les troupes de Mustapha Kemal défont les Grecs (1921-1922). Les puissances européennes abandonnent leurs rêves coloniaux en Turquie et Mustapha Kemal, ayant aboli le sultanat (2 novembre 1922), renégocie les termes de la paix avec le traité de Lausanne (juillet 1923). Ce conflit a laissé des blessures durables, notamment par les déplacements de réfugiés entre les deux pays : 1 400 000 réfugiés grecs de Turquie, et 400 000 Turcs de Grèce vers l'Anatolie.

Ainsi, les conflits interétatiques liés au règlement de la Première Guerre mondiale persistent jusqu'au début des années 1920 et brouillent la frontière entre guerre et après-guerre. Parallèlement, de nombreux pays européens sont touchés par l'onde de choc de la Révolution bolchevique, vague révolutionnaire dont l'écrasement dans le sang ajoute encore à la lente déprise de la violence armée.

2. Révolutions et contre-révolutions

La Première Guerre mondiale a offert aux révolutions communistes un contexte éminemment favorable (Lénine parlera du plus beau cadeau fait à la révolution) en révélant les fragilités des régimes en place, en accélérant la déliquescence du pouvoir tsariste mais aussi en suscitant en Europe et dans les colonies l'espoir d'un monde meilleur. Afin de coordonner les efforts du mouvement communiste, les bolcheviks fondent en mars 1919 une nouvelle organisation, la III^e Internationale, dont le bureau (le Komintern) se trouve à Moscou et dont l'adhésion est liée à l'acceptation de règles sévères (les « 21 conditions »).

Si de nombreux pays européens sont touchés par cette vague révolutionnaire (grèves ouvrières et luttes agraires en Italie, ralliement massif en France des délégués de la SFIO à la III^e Internationale lors du Congrès de Tours en décembre 1920), elle est particulièrement puissante en Allemagne et en Hongrie, deux pays vaincus. Alors que la fin de la guerre se profile, des troubles éclatent en Allemagne : soulèvement des marins de Kiel, proclamation de la république de Bavière puis le 9 novembre de la République socialiste par le spartakiste Karl Liebknecht. La vague révolutionnaire touche ensuite la Ruhr, la Saxe ou le Thuringe. En Hongrie, Bela Kun annonce le 21 mars 1919 la création la République des Conseils fondée sur un programme révolutionnaire de nationalisations et de collectivisation qui heurte de front la noblesse et l'Église hongroises.

Ces expériences révolutionnaires sont de courte durée et leur répression particulièrement meurtrière. Si les Blancs échouent finalement en Russie, en Allemagne, la contre-révolution touche l'ensemble des régions (par exemple en Bavière en avril et mai 1919) mais se distingue par sa violence à Berlin (semaine sanglante du 6 au 11 janvier puis du 4 au 13 mars 1919). En Hongrie, la Terreur blanche s'abat sur les révolutionnaires et ouvre la voie en 1920 au coup d'État de l'amiral Horthy. On retrouve les mêmes répressions sanglantes dans maints autres États européens, comme par exemple en Finlande.

Cependant, sur les continents d'outre-mer, un vaste potentiel révolutionnaire se dessine. Le Congrès des peuples orientaux se tient à Bakou en 1920 et préconise une alliance de circonstance entre la bourgeoisie et le peuple afin de renverser la domination coloniale dans des pays essentiellement ruraux. Cependant, dans les années 1920, les mouvements communistes demeurent relativement embryonnaires et les quelques insurrections (Indonésie, Viêt-Nam) conduisent à des échecs. L'écrasement du Parti communiste chinois par les nationalistes de Chang Kaï-chek montre les limites de la stratégie du Komintern (1927).

B. Les enjeux politiques et diplomatiques de l'immédiat après-guerre

1. De nouveaux rapports de force internationaux

La Première Guerre mondiale n'a pas seulement bouleversé les sociétés européennes, elle a aussi redessiné les lignes de force de la puissance internationale. Certaines grandes puissances d'avant-guerre se sont effondrées : l'Empire otto-

man, l'Autriche-Hongrie, l'Empire tsariste et enfin l'Allemagne. D'autres, comme les États-Unis, sortent renforcées. En Europe, parmi les vainqueurs, le coût de la guerre diminue la puissance de certains États : inflation, anémie démographique, divisions politiques, destruction ou usure du potentiel industriel, etc. Par exemple, la France doit adapter ses ambitions à une situation difficile : 1 400 000 morts, un déficit durable de la natalité et les destructions des régions du nord et de l'est, les plus industrialisées alors, freinent le redémarrage industriel. Au-delà, il faut prendre en compte la détérioration du système économique entraînée par un effort de guerre considérable : le déficit budgétaire a provoqué une inflation redoutable et le franc s'est fortement déprécié. La puissance britannique est elle aussi atteinte. Les dominions deviennent plus indépendants, la livre sterling est menacée par l'inflation et se met à flotter, les pertes humaines, sans être aussi lourdes qu'en France, sont importantes, la production industrielle stagne et le chômage est massif. Plus immédiatement, la Grande-Bretagne doit faire face au soulèvement des milieux nationalistes indiens et égyptiens (1919), et résoudre la question du séparatisme irlandais.

On a dit à l'envi que l'Europe avait amorcé son déclin à ce moment-là, que la Première Guerre mondiale avait représenté une sorte de guerre civile européenne, un suicide collectif des puissances de ce continent. À l'heure de la victoire, la tendance est peut-être moins nette pour les contemporains. Certes, on parle de civilisations mortelles (Paul Valéry), de « *Déclin de l'Occident* » (Oswald Spengler, 1918-1922), mais le sentiment de puissance demeure. Au fond, ce sont les armées victorieuses qui assurent la puissance ; le prestige européen reste intact. Les traités de paix sont signés à Paris, le centre de gravité de l'actualité internationale demeure fixé en Europe, l'innovation, la recherche, la vie culturelle prennent leur souffle dans les métropoles du vieux continent. La puissance américaine ne semble pas encore déterminante, et le Japon n'est qu'un lointain parvenu.

2. Quels projets pour l'après-guerre ?

Si les alliés de l'Entente ont su unir leurs forces militaires pour vaincre la Triple alliance, ils peinent cependant à trouver un terrain commun sur le plan diplomatique tant leurs ambitions pour l'après-guerre diffèrent.

La **France**, dont le rôle fut central pour la victoire, poursuit parallèlement des objectifs de sécurité et de puissance, comme en témoigne sa politique vis-à-vis de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne. L'affaiblissement de l'Allemagne est tout d'abord le gage de la sécurité française et pour cela il apparaît nécessaire de lui imposer des réparations et une forte restriction de ses capacités militaires. La diminution de la puissance allemande permettrait à la France de retrouver enfin un sentiment de sécurité sur sa frontière orientale, mais aussi ouvrirait l'Europe centrale et orientale à son hégémonie économique et diplomatique, où sa pénétration est déjà sensible depuis la fin du XIX^e siècle. La compétition avec la Grande-Bretagne, bien que menée de façon moins violente, reprend au fond la vieille rivalité entre les deux puissances maritimes et coloniales de l'Occident. Il s'agit notamment pour Paris de la supplanter dans les nouvelles régions d'outre-mer ouvertes à la compétition internationale, notamment au Proche-Orient du fait de l'effondrement de l'empire ottoman et dans les anciennes colonies des nations vaincues.

La **Grande-Bretagne** est quant à elle soucieuse de préserver son influence sur la Méditerranée et d'empêcher l'hégémonie française de se développer dans le vide continental laissé par l'Allemagne affaiblie, attitude qui s'inscrit dans la logique traditionnelle d'équilibre des puissances. Les dirigeants britanniques estiment donc que le futur de l'Europe ne peut se faire sans une Allemagne suffisamment forte, non seulement pour équilibrer la puissance française mais aussi pour dresser un rempart contre le danger bolchevique et pour participer aux relations économiques internationales (influence de Keynes et de la City).

Pour les **États-Unis**, désormais première puissance économique mondiale, les enjeux économiques sont déterminants, comme l'illustrent les 14 points du président Wilson de janvier 1918 qui affirment des principes essentiels au commerce international, comme la liberté des mers (article 2) et le « retrait des barrières économiques » (article 3). Cependant, et malgré la promotion de la sécurité collective (article 18) et du droit à l'autodétermination, il ne s'agit en aucune façon pour les dirigeants américains d'abandonner les principes fondateurs de leur diplomatie, ceux de l'isolationnisme, c'est-à-dire le refus en temps de paix de nouer des alliances permanentes et contraignantes avec les pays européens. L'isolationnisme n'empêche donc pas Washington d'intervenir en Amérique latine ou de mettre en place en Europe une diplomatie financière active.

Aux côtés des trois grands vainqueurs de la Première Guerre mondiale, les autres acteurs internationaux pèsent relativement peu. Bien que pays vainqueur, l'**Italie**, dont l'opinion publique était nettement hostile à l'entrée en guerre (1915), est frappée par les maux des vaincus : marasme économique grave, crise sociale aiguë et forte déception des milieux nationalistes à la suite de la signature des traités de paix : on évoque une « victoire mutilée », notamment à cause du refus des alliés d'accorder à l'Italie les territoires de Fiume et Trieste. Les mouvements nationalistes s'engagent même sous la conduite du poète Gabriele d'Annunzio (12 septembre 1919) dans une tentative pour rattacher par la force le port de Fiume. L'aventure de la « régence du Carnaro » dure 14 mois et les troupes gouvernementales finissent par expulser les volontaires nationalistes, Fiume devenant une ville libre. Vainqueur regardé de manière condescendante par ses partenaires, le pays est mûr pour entendre le discours fasciste de Mussolini, qui prend le pouvoir en octobre 1922.

La **Russie bolchevique** n'est plus au sortir de la guerre un acteur important des relations internationales. Le nouveau pouvoir ne contrôle qu'une faible partie du territoire de l'ancien empire et ses moyens sont dérisoires. Pour survivre, il a accepté les conditions draconiennes fixées par les empires centraux dans le traité de Brest-Litovsk (3 mars 1918) et l'indépendance des nations allogènes. Il affronte la Pologne et les forces contre-révolutionnaires, les armées blanches soutenues par les forces occidentales et japonaises (1918-1920) et voit dès 1919 la vague révolutionnaire européenne refluer devant la répression.

Quant au **Japon**, il représentait avant la guerre le seul cas de grande puissance non occidentale. Son industrialisation et la modernisation de ses forces armées lui ont permis d'envisager une politique étrangère active. Desservi par un territoire exigu et pauvre en ressources naturelles, le Japon a cédé depuis longtemps aux sirènes de l'impérialisme (conquêtes de Taiwan en 1895 et de la Corée en 1910,

Port-Arthur cédé par la Russie défaite en 1905). Face à cet expansionnisme, les Occidentaux, et en premier lieu les Américains, opposent le principe de l'*open door*, le libre accès aux marchés de l'Asie-Pacifique.

C. Les traités de paix : espoirs et déceptions

1. Organisation et déroulement

La conférence de paix se déroule donc dans un contexte difficile, marqué par la persistance des violences armées en Europe, par l'onde de choc révolutionnaire et par un processus net de recomposition de la puissance internationale.

Elle ouvre ses portes à Paris le 18 janvier 1919 et s'achève officiellement le 28 juin avec la signature du traité de Versailles. Elle rassemble les représentants de 32 États parmi lesquels l'Allemagne n'est pas conviée, contrairement à la coutume. Le travail est mené par 58 commissions ou sous-commissions, étalant les discussions sur 1 646 séances de travail et produisant un traité de 440 articles. Pour centraliser le processus et éventuellement lui donner l'impulsion nécessaire, le Conseil des Quatre – Woodrow Wilson pour les États-Unis, Georges Clemenceau pour la France, Vittorio Orlando pour l'Italie et David Lloyd George pour la Grande-Bretagne – se réunit 145 fois.

La conférence se déroule en trois phases. Dans un premier temps (janvier-février 1919), on discute de la mise en place de la SDN. Le projet français reprend les propositions de Léon Bourgeois (*Pour une société des nations*, 1910), mais les discussions achoppent sur les mécanismes militaires à mettre en œuvre. Ensuite (mars-mai), le Conseil des Quatre règle les principaux problèmes territoriaux européens. La troisième phase (jusqu'au 28 juin 1919) voit intervenir la délégation allemande enfin autorisée. Les Allemands refusent le projet de traité qui leur est remis et soumettent un contre-traité. L'intransigeance française, renforcée par le soutien de Wilson, conduit à un ultimatum des vainqueurs (16 juin), à la démission du gouvernement allemand de Philipp Scheidemann, mais finalement à l'acceptation du projet par les députés du Reichstag, soucieux de refuser la politique du pire.

Le 28 juin 1919, le traité est signé dans la galerie des glaces du palais de Versailles, là où Bismarck avait fait proclamer en 1871 l'avènement du II^e Reich. D'autres traités règlent la situation des alliés de l'Allemagne : traité de Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche (10 septembre 1919), de Neuilly avec la Bulgarie (27 novembre 1919), de Trianon avec la Hongrie (4 juin 1920), et de Sèvres avec la Turquie (10 août 1920).

2. Une nouvelle Europe

L'Europe dessinée par le traité de Versailles ne mérite pas une appréciation unilatéralement négative. Tout d'abord, la conférence de paix entérine la disparition des grands empires autocratiques, au premier rang desquels l'Autriche-Hongrie dont le démantèlement est acté par Wilson au printemps 1918. Trente millions de personnes s'émancipent alors d'une tutelle étrangère et font le choix de régime démocratique : la Pologne réapparaît et la naissance de la Tchécoslovaquie est

emblématique de cet espoir d'une Europe démocratique et respectueuse du droit des nationalités. Fondée par Thomas Masaryk, la nouvelle République offre en effet un premier exemple de véritable démocratie parlementaire dans une région où les régimes autoritaires vont s'épanouir.



Carte n° 1 : L'Europe au lendemain de la Première Guerre mondiale